

## Cameroun : la presse privée en grève



**Plusieurs journaux privés du Cameroun ont observé, lundi 4 mai, « une journée presse morte » et ont choisi de ne pas paraître en protestation contre les conditions d'exercice du journalisme.**

Parmi ces journaux en grève au lendemain de la journée mondiale de la liberté de presse, figurent "Le Messenger", "La Nouvelle Expression", "InfoMatin", "La Météo", "Intégration", "l'Indépendant", "The Post", "The Voice", "The Sun" etc.

Les quelques journaux présents dans les kiosques, affichaient en Une « Presse Morte lundi 4 mai ».

Lors de leur rencontre dans la capitale camerounaise, Yaoundé, mardi 28 avril, les éditeurs de presse avaient avancé plusieurs raisons pour justifier la grève.

Il s'agit, entre autres, du refus du gouvernement camerounais de soutenir la presse privée fragilisée par les mesures restrictives prises dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Les patrons de la presse privée camerounaise évoquent aussi les arrestations arbitraires des journalistes dans l'exercice de leur fonction ou encore le maintien des peines privatives de liberté pour les délits de presse.

Dans une déclaration faite dimanche à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, le président du Syndicat national des journalistes du Cameroun (Snjc), Nkwebo Denis, s'en est pris aux patrons de presse qui « n'œuvrent pas pour l'amélioration des conditions de vie des journalistes ».

« La situation précaire des travailleurs des médias, contraste avec le train de vie extravagant et arrogant de la majorité des patrons de presse, qui vivent de la rente, de la corruption, de la soumission et de l'assujettissement aux groupes d'intérêts mafieux », a-t-il souligné.

Dans son dernier classement de la liberté de presse publié en avril 2020, Reporters Sans Frontières (RSF) classe le Cameroun au 134<sup>e</sup> rang sur 180 pays. « Le Cameroun poursuit sa longue marche arrière en matière de liberté de la presse. Le nombre pléthorique d'organes de presse souvent mis en avant par les autorités ne suffit pas à assurer un environnement favorable aux médias », avait constaté RSF en avril.

Source : Agence Andalou

---